

Affaire Clearstream : tempête sur la Chiraquie

samedi 21 juillet 2007, par [PICQUET Christian](#) (Date de rédaction antérieure : 19 juillet 2007).

Avec la prochaine mise en examen de Villepin, c'est le fonctionnement quotidien de la machine étatique qui remonte à la surface.

Trente mille pages de notes confidentielles portant sur la plupart des opérations très spéciales menées par les barbouzes françaises depuis quinze ans : c'est que les juges d'Huy et Pons ont récupéré, au début de ce mois de juillet, sur le micro-ordinateur de poche du général Philippe Rondot, lui-même l'un des patrons du renseignement tricolore jusqu'à sa retraite. Sur cette masse de documents, qui ferait sans doute la joie d'une commission mandatée pour faire la lumière sur les agissements occultes de l'une des principales puissances du globe, les dix-huit pages portant sur le dossier Clearstream pourraient prochainement faire éclater une véritable affaire d'État.

À ceci près que, pour la première fois, c'est au titre d'une conjuration ourdie dans l'exercice de ses fonctions, qu'un ancien ministre des Affaires étrangères, ancien ministre de l'Intérieur, ancien Premier ministre, en l'occurrence Dominique de Villepin, va très probablement se retrouver mis en examen, le 27 juillet, pour « complicité de dénonciation calomnieuse ». Et que l'ex-ministre de la Défense, aujourd'hui passée place Beauvau, Michèle Alliot-Marie, pourrait elle aussi se voir inquiétée pour avoir tu ce qu'elle savait des tripatouillages auxquels était lié l'un de ses espions en chef. Sans même parler de ce qu'il pourrait advenir de Jacques Chirac, dont on peine chaque jour un peu plus à imaginer qu'il ignorait tout des agissements de ses plus proches affidés.

Si Villepin se retrouve ainsi dans la tourmente, c'est qu'il paraît avéré, grâce aux notes de Rondot et à ses aveux de dernière minute, qu'il aurait été mêlé, dès 2004, à la manipulation des fameux listings destinés à compromettre une série de hauts personnages, au nombre desquels figurait un certain... Nicolas Sarkozy, que les chiraquiens voulaient à tout prix disqualifier de la future course à l'Élysée. De concert avec Jean-Louis Gergorin, pilier du groupe Lagardère, il aurait ensuite cherché à instrumentaliser la justice, puis tenté, l'affaire tournant court, de faire disparaître les traces de ses forfaits.

Tout cela ressemblerait à un épisode des Pieds nickelés si les faits évoqués ne révélaient la réalité du fonctionnement, au quotidien, de la V^e République. Haines inexpiables, mensonges, luttes d'influence, coups tordus s'entremêlent, y compris lorsqu'il s'agit de solder les comptes entre clans se disputant les sommets de l'État. Depuis le début de son entreprise de conquête du pouvoir, la Chiraquie n'aura fait que pousser à leur paroxysme ces pratiques. Ayant échoué à empêcher Sarkozy d'accéder à la présidence, elle va se trouver à son tour victime d'une vendetta qui usera, très probablement, de méthodes similaires à celles qui furent les siennes lorsqu'elle était au faite de sa puissance.

Il ne faudrait toutefois pas que passe au second plan l'autre dimension, tout aussi importante, de l'affaire Clearstream : l'existence, au cœur de la mondialisation financière, d'une multinationale qui fonctionne telle une fantastique lessiveuse d'argent sale et qui, pour cette raison, ne peut s'épanouir

que dans l'opacité absolue...

P.-S.

* Paru dans Rouge n° 2215 du 19 juillet 2007.